

LE CATHOLICISME ARGENTIN DE BERGOGLIO ET LE PONTIFICAT DE FRANÇOIS. UNE PREMIÈRE APPROXIMATION DEPUIS L'ARGENTINE

Fortunato Mallimaci, Traduit de l'espagnol par Marc Saint-Upéry

ESKA | « Problèmes d'Amérique latine »

2018/2 N° 109 | pages 93 à 117 ISSN 0765-1333 ISBN 9782747227902

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2018-2-page-93.htm

Distribution électronique Cairn.info pour ESKA. © ESKA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

VARIA

LE CATHOLICISME ARGENTIN DE BERGOGLIO ET LE PONTIFICAT DE FRANÇOIS. UNE PREMIÈRE APPROXIMATION DEPUIS L'ARGENTINE

Fortunato MALLIMACI¹

Un pape argentin... voilà bien qui semble impensable et improbable pour qui prétend analyser et connaître la réalité depuis l'Argentine. Tout ce qu'il fera ou cessera de faire, tout ce qu'il dira, écrira ou taira, sera désormais lu sous l'angle de sa portée locale par les différents groupes de pouvoir médiatiques, politiques, religieux et économiques. L'effervescence des médias argentins à ce sujet pose à nouveau la question de la puissance des dits médias et de la portée (et des limites) structurelle(s) de leur présence.

En Argentine, la sécularisation s'exprime à travers la recomposition et la pluralité des croyances, mais aussi dans l'imprégnation catholique de la culture nationale et dans l'efficacité symbolique à long terme d'une identité nationale liée à un catholicisme en reconstruction permanente. L'Église catholique est plus respectée dans notre pays en tant qu'institution sociale qu'en tant que dispensatrice de biens de salut.

Étant donné que la modernité latino-américaine s'est construite sur la base d'une forte intrication entre les univers symboliques du politique et du religieux – et en particulier du religieux catholique –, l'impact de l'accession d'un clerc catholique à une position de pouvoir « universelle » fait de lui un acteur politico-religieux important pour toute la région. Ce n'est pas simplement une question d'opportunisme ou un simple effet de la raison

^{1.} Université de Buenos Aires; Centro de Estudios e Investigaciones Laborales CONICET.

instrumentale (à travers les liens entre les chefs d'État latino-américains et le chef de l'État Vatican): la figure du nouveau pape agit sur les croyances et les représentations politiques chrétiennes de la grande majorité des partis politiques et des élites qui gouvernent les États-nations de la région et qui croient légitimement en son pouvoir symbolique et charismatique. Ce sont ces croyances et ces subjectivités ancrées dans le partage des mêmes imaginaires et des mêmes univers symboliques qui amènent ces acteurs à participer ensemble à la supposée « construction du bien commun », concept de tradition catholique et thomiste s'il en est.

CHARISMES, TEMPORALITÉ ET PASSÉ

Le charisme pontifical transforme la subjectivité de la personne qui exerce cette fonction, faisant de lui un élu qui se sent désormais destiné à accomplir une nouvelle mission. Il transforme aussi les croyants, qui croient – et agissent dès lors en conséquence – pouvoir (du moins tel est leur espoir) se joindre à cette mission charismatique (vécue comme une grâce²) et transformer le quotidien de l'institution ecclésiale en fonction de leurs propres intérêts.

Et du fait que le pape est argentin, ces facteurs de changement, ce sentiment d'exercer une activité charismatique extraordinaire, unique et spéciale, ont sur l'ensemble de la population – catholique ou pas – un effet singulier et jusqu'ici inconnu dans notre pays. Les interprétations dominantes qui allèguent que tel ou tel événement ou bien tel ou tel geste s'accomplissent « pour la première fois », ou encore qu'on assiste à « une croissance du nombre des fidèles dans le catholicisme argentin » ne relèvent pas seulement de l'ignorance ou du manque d'information; elles expriment le désir de vivre et d'accomplir grâce à un Argentin un fait nouveau et unique dans l'histoire universelle. Le «rêve d'avoir un pape» qui traverse aujourd'hui la société argentine reproduit celui « d'avoir son propre évêque » ou « son propre colonel » lors des décennies précédentes, avec toutefois aujourd'hui une validité et une répercussion universelles. En Argentine, dans la rue ou à la télévision, prolifèrent les images du pape François côtoyant la grande majorité des dirigeants des partis politiques. La photo du pape, la lettre du pape, la mention du pontife et le recours aux citations de François font partie du répertoire des partis politiques. Même chose dans

^{2.} D'après Weber, la domination charismatique repose sur l'abandon extra-quotidien ($Au\beta eralltägliche$) à une personne en vertu de sa sacralité, de son héroïsme ou de son exemplarité. On obéit au chef charismatiquement qualifié pour des raisons de confiance personnelle en sa révélation, son héroïsme ou son exemplarité, à l'intérieur du cercle dans lequel la foi en son charisme est valide. – Weber signale aussi que le concept de charisme (grâce) est repris de la terminologie du christianisme primitif. Voir Max Weber, Économie et société, Pocket, Paris, 2003 [1922], p. 320 et sq.

les milieux médiatiques, économiques, sportifs, judiciaires et syndicaux³. Bien entendu, chacun a sa propre lecture, et il y a autant de « papes » que d'intérêts de classe, de genre, politiques, religieux, de sociabilité et de droits présents au sein de l'État et de la société argentines. La lecture et l'interprétation ecclésiastiques, on ne saurait trop le répéter, ne sont qu'une possibilité parmi d'autres sur le marché des visions du monde.

Il nous faut également faire preuve de prudence et d'humilité au moment d'« aborder » la question et de réfléchir au déploiement actif de cette réalité – le pape, la papauté et l'État du Vatican – dans l'espace mondial (Mallimaci, 2008)⁴. Peut-on dire que Bergoglio est François? Que François n'est pas Bergoglio? Que Bergoglio se transforme en François chaque fois que le charisme de sa « mission » et la subjectivité qui l'intériorise l'emporte sur ses intérêts particuliers (où les élimine)? Nous le saurons en temps voulu, un temps qui n'est pas celui de l'université ou de la presse quotidienne, mais celui que vit aujourd'hui l'institution religieuse⁵.

Ce qui est intéressant, c'est qu'en tant que chercheur, je ne m'étais jamais posé ces questions auparavant à propos de Ratzinger, de Wojtyla ou de Montini. On peut d'ores et déjà affirmer sans ambages qu'au moins dans ce court laps de temps, la nouvelle attitude corporelle épanouie et souriante de Bergoglio (qui contraste avec la mine abattue et mortifiée et la «spectaculaire tête d'enterrement »⁶ qu'il arborait à Buenos Aires) trahit

^{3.} Ce n'est pas seulement un problème politique. Les nombreux profits que réalisent des grands groupes médiatiques comme *Clarín* et *La Nación* en vendant tous types de marchandises et de symboles religieux de consommation de masse n'en sont qu'un exemple entre bien d'autres.

^{4.} Cet article s'inscrit dans la continuité de réflexions résultant d'un travail collectif au sein de CLACSO.

^{5.} Il y a une temporalité du Vatican qui exprime, vu l'impossibilité de la faire perdurer, la fin d'une forme de pouvoir coercitive ayant duré près de quarante ans et marquée par la violence symbolique de l'imposition et de la concentration du monopole papal et romain à l'encontre des oppositions internes, éliminant ou faisant disparaître la dissidence. La démission de Ratzinger est l'expression de cet échec. Ce qui était occulté hier est signalé aujourd'hui comme preuve d'un besoin de changement. Les accusations en termes de « corbeaux, vipères, mafias et transfuges » adressées à des hauts fonctionnaires du Vatican illustrent la capacité qu'ont des organisations « de type église » de réguler le temps du long terme et de faire de la crise une nouvelle opportunité diffuse qui, par effet de croyance dans le charisme renouvelé du pape, devient accessible tant pour ceux qui avaient jeté l'éponge ou en avaient assez d'attendre que pour ceux qui avaient persévéré ou s'étaient intégrés récemment. C'est en cela que les églises se différencient des organisations de type sectaire et mystique, qui ont des temporalités plus limitées et plus intenses. François et son pontificat doivent démontrer qu'ils incarnent une nouvelle gouvernance qui peut - et qui doit - reconstruire un charisme papal bien dévalué au cours des dernières années, à travers plus de gestes de « miséricorde » et d'« austérité » et moins de « condamnations » et de munificence.

^{6.} Le successeur de Bergoglio à l'archevêché de Buenos Aires, Mgr Mario Poli, vient de le reconnaître publiquement en septembre 2013.

une aspiration de longue date à conquérir le pouvoir suprême au sein de l'institution catholique et à en jouir pleinement.

Il est important de tenir compte des structures symboliques lorsqu'il s'agit d'une institution ayant des siècles d'histoire comme l'Église catholique, ainsi que des structures de l'État du Vatican, avec ses organisations, ses ambassades, ses banques et tout son réseau de relations. Quel est dès lors la marge de manœuvre dont dispose la figure charismatique du leader? Quelles sont les tensions qui se déploient dans le temps entre les possibilités d'action locale que les croyants croient avoir et peuvent avoir dans cette « nouvelle phase » d'essor d'un nouveau charisme papal et les limites structurelles liées à des configurations plus larges et plus complexes? Le problème n'est pas que les bases s'affrontent au sommet, que les élites se sont éloignées des masses ou que la production entre en conflit avec la reproduction.

L'émergence sans précédent d'une personne étrangère à l'« univers européen dominant » exige-t-elle un regard différent ou faut-il simplement continuer d'analyser ce qui se passe dans l'institution avec une personne qui vient « du bout du monde » ? J'ai séjourné en Europe pour participer à des congrès et des colloques sur l'élection de François. Certains collègues analysaient le nouveau pontife en lisant et en analysant des textes de Bergoglio du temps où il était cardinal de la ville de Buenos Aires, textes cités dans des livres rédigés et publiés à la va-vite, en deux semaines ou un mois. Ils s'appuyaient aussi sur des traductions rapides de biographies autorisées. Plus nombreux encore étaient ceux qui tiraient leurs informations de la télévision. Presque personne n'utilisait les recherches menées en Amérique latine et en Argentine.

En Europe et aux États-Unis, on interprète ce genre de texte dans une perspective « universelle », avec pour habitude de le faire « naturellement » à partir d'un espace de domination en postulant l'existence de catégories et de concepts hors du temps, de l'espace et du contexte de leur production, comme si les mots n'avaient pas d'histoire et de sens. Dans le cas de François, cela s'est fait sans tenir compte du champ religieux latino-américain et argentin, du type de catholicisme qui y prévaut, des mémoires locales et des structures sociales et étatiques. On peut citer comme exemple l'utilisation par François de la catégorie de « pauvres », avec la forte évaluation positive qu'elle implique. En Argentine, il s'agit d'une catégorie utilisée depuis des décennies et qui a fait l'objet de nombreuses réflexions académigues. Pauvres, prolétaires, travailleurs, citoyens, ces mots n'ont pas tous le même sens et sont liés à des traditions idéologiques et religieuses fort différentes. En Amérique latine, le concept de « pauvre », de même que celui de populisme, est en soi un signifiant vide qui a été étudié de manière exhaustive et sans jugement de valeur par divers chercheurs⁷ (Laclau, 2008).

Voir: https://www.clarin.com/mundo/Papa-feliz-cambio-cara-velorio_0_HkHUFNsD7x.html.

^{7.} Voir: Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Seuil, Paris, 2008.

Il peut tout aussi bien être utilisé depuis un « conservatisme populaire » que depuis un « projet émancipateur », depuis la Banque mondiale que depuis des mouvements sociaux libérateurs. Ce qui est important, c'est aussi de savoir comment on se propose d'éliminer la pauvreté et si les pauvres sont considérés comme des égaux, des sujets, des acteurs ou des objets subordonnés. En prenant connaissance des évaluations ou des critiques éventuelles de ces textes, j'observe qu'elles sont formulées à partir de la position, des catégories et des aspirations des chercheurs, sans tenir compte de la connaissance et de la reconnaissance d'acteurs concrets⁸.

Dans le cas du pape, nous avons d'un côté une autorité bureaucratique (avec une carrière qui passe par les positions successives de séminariste, de prêtre, d'évêque, de cardinal avant d'être élu par un petit groupe de 114 pairs âgés de 80 ans au maximum), de l'autre une autorité charismatique⁹ investie d'amples pouvoirs symboliques en tant que commandant en chef de la catholicité (*capo di tutti i capi*, comme on dit familièrement en italien) qui mobilise des millions de personnes et qui, tout au long de l'histoire, a perdu toute une série de fonctions « sacrales » au fur et à mesure qu'il gagnait en humanité et en enracinement terrestre.

À ce charisme de la fonction (qui est accordé à l'élu du simple fait d'être ainsi mandaté), il faut ajouter le cas échéant le charisme personnel, à savoir les propriétés extraordinaires (dons, gestes, symboles, mouvements, paroles, silences, etc.) que la personne adjoint à la fonction.

LES CATHOLICISMES ET LE PASSÉ

Le catholicisme est un monde... c'est du moins ce qu'affirmait le principal spécialiste du catholicisme contemporain dans un livre au titre mémorable dont le sous-titre était «L'Ecclésiosphère». Tout à la fois institution, mouvement, culture, l'Église est un imaginaire au sein duquel coexistent des catholicismes multiples et divers. Dans un ouvrage postérieur, Poulat affirmait: «Sur les anciens atlas, il y avait un monde chrétien, l'*Orbis christianus*. Les églises et leurs fidèles existent encore aujourd'hui. Il reste vrai

^{8.} On observe un phénomène similaire aujourd'hui avec le «Plus jamais la guerre » de François, qui fait allusion à la possible invasion de la «Syrie bien-aimée » par des pays impérialistes. Lorsque Jean-Paul II avait fait de même en condamnant l'invasion de l'Irak, les gouvernements d'Amérique latine avaient accompagné les puissances impériales. Aujourd'hui, la majorité des gouvernements de l'UNASUR s'y opposent et s'unissent aux exigences de François. Le cri du pape en faveur de la paix et la justice est le même, la scène politique régionale et l'échiquier géopolitique mondial ont changé.

^{9.} Dans le «charisme de la fonction [Amtscharisma]», «la croyance en la légitimité ne concerne plus alors la personne, mais les qualités acquises et la vertu de l'acte rituel» (M. Weber, op. cit., p. 329), et «il est tout à fait indifférent de savoir comment la qualité en question devrait être jugée sur un plan "objectif" [...]; ce qui importe seulement, c'est de savoir comment la considèrent effectivement ceux qui sont dominés charismatiquement, les adeptes, [Anhänger]» (M. Weber, op. cit., p. 321).

pour le catholicisme que l'Église est un monde, mais elle n'est plus *le* monde, ni le monde au sein duquel, jusqu'à la Première Guerre mondiale, elle s'identifiait à la civilisation occidentale »¹⁰.

Aujourd'hui, cette ecclésiosphère se perpétue, avec un État du Vatican qui entretient des relations avec 177 États-nations et près de 1,2 milliard de catholiques disséminés à travers le monde. L'un de ses principaux adversaires historiques, la «sphère soviétique», a implosé et il n'en reste rien au XXIe siècle. Le vieux conflit triangulaire entre libéralisme, socialisme et catholicisme a perdu un de ses trois protagonistes (pour toujours, pour un certain temps ou juste pour le moment?). C'est la «sphère libérale» qui semble l'avoir emporté, avant même fini par croire pour un temps que l'histoire se terminait avec elle, et aujourd'hui nous faisons l'expérience de nouvelles crises et recompositions du capitalisme mondial. C'est dans ce sens que s'orientent aujourd'hui les critiques - dans leurs nombreuses et diverses versions – qui s'inscrivent dans la continuité du Syllabus de 1864, une source qui perdure à ce jour dans le courant du catholicisme romain, intégraliste et papal. Le « monde » reste le grand ennemi face auquel nous devons « restaurer » le « vrai christianisme ». C'est la modernité qui est à l'origine des problèmes liés à l'affaiblissement de l'institution, et non pas la structure, le modèle et le message du catholicisme. Une lutte contre la modernité et sa culture de la liberté de conscience individuelle (bourgeoise) qui a suscité d'innombrables initiatives de résistance d'en haut et d'en bas, au niveau local comme au niveau global.

Être un catholique intégral, c'est être catholique dans toutes les sphères de la vie, ainsi que le proclame la changeante – et constamment renégociée – doctrine sociale, sexuelle, familiale et théologique de l'autorité catholique qui reconnaît Rome comme son centre et n'accepte pas que la religion se replie sur l'espace privé (comme le fait le catholicisme bourgeois), pas plus qu'elle ne reconnaît l'existence de sphères autonomes et de zones différenciées (comme le catholicisme libéral), ni sa subordination à d'autres valeurs (comme les catholiques nationalistes, les catholiques libéraux, les francs-maçons catholiques et les catholiques socialistes qui accordent la priorité à leurs principes sur ceux de l'institution ecclésiale, la « vraie » Église catholique).

Progressistes et conservateurs, libéraux et tiers-mondistes, orthodoxes et hétérodoxes, droite et gauche, sont des expressions circonstancielles et historiques des débats et des conflits internes au consensus et aux limites historiques qui alimentent la dynamique même du monde catholique.

Le catholicisme en tant que monde, le catholicisme en tant qu'État, sont les deux faces d'une même monnaie symbolisée par la papauté et qui doivent être prises en compte simultanément. Oui, une fois encore, le spirituel et le matériel, le religieux et le politique, on ne saurait se lasser

^{10.} Émile Poulat, L'Église, c'est un monde, Cerf, Paris, 1986; Ibid., L'ère post-chrétienne, Flammarion, Paris, 1994.

de le répéter, avancent ensemble et ne peuvent pas être dissociés. Ils sont l'expression d'un type de religiosité qui hégémonise le champ catholique tant à Rome qu'ailleurs depuis la fin du XIX^e siècle et que nous désignons par le terme de catholicisme intégral. Un catholicisme qui unit et ne sépare pas, tant sur le terrain de l'État que sur celui de la société civile.

Notre analyse ne peut ignorer l'événement déclencheur de cette situation extraordinaire et sans précédent dans l'histoire millénaire du catholicisme: la démission de Benoît XVI en 2013. Un acte « sécularisant » comme il en est peu – au terme de siècles pendant lesquels les papes ont exercé leur pouvoir iusqu'à la mort avec dévouement et honneur -, justifié par l'invocation de la liberté de conscience et du déclin physiologique du pontife. Benoît a alors décidé tout seul, sans consulter personne d'autre, de mettre fin à son mandat. Il s'est pour ce faire exprimé en latin, et la première personne à avoir réalisé ce qui se passait fut une journaliste, et non pas les clercs qui l'écoutaient sans entendre, créant un précédent qui déstabilise les croyances ancestrales sur l'autorité sacrale et démontrant – une fois de plus – à quel point le christianisme est une religion de la sortie de la religion et un instrument de sécularisation et d'autonomie de l'être humain¹¹. À partir de février 2013, la fonction pontificale devient un simple « poste » dont les occupants peuvent démissionner quand ils le souhaitent; qui sait si, dans les années qui viennent, cette fonction ne pourra être réglementée à l'instar de celle de n'importe quel PDG ou président, ou bien des évêques catholiques, qui doivent présenter leur démission à 75 ans. Après tout, d'après la doctrine catholique traditionnelle, le pape n'est jamais que l'évêque de Rome. Désormais, cet évènement inattendu doit être bien plus présent dans l'analyse de la papauté.

Pourquoi cette démission? Quels sont ses antécédents? En 1978, l'élection d'un pape polonais, Karol Wojtyla, avait brisé la tradition séculaire des pontifes italiens. Un pape qui aura pour objectif principal de mobiliser la catholicité depuis le lieu même de son enracinement afin de réaffirmer les identités et les certitudes catholiques contre un monde perçu comme « déchristianisé ». Wojtyla craignait que l'« aggiornamiento » suscité par les réformes du Concile Vatican II n'amène l'Église catholique à perdre son identité intégraliste. Les condamnations des théologiens, des prêtres et des religieux, en particulier latino-américains, censés ne pas respecter « intégralement » le message chrétien se succédaient jour après jour. Pour parvenir à ses fins, le pape sillonnera la planète et rencontrera près de 600 millions de personnes pendant ses « pèlerinages ».

À sa mort, son successeur « naturel » est l'homme qui, depuis bien des années, depuis son poste de l'ex-Saint-Office, rebaptisé Congrégation pour la Doctrine de la Foi, était en charge des nominations des évêques et des cardinaux, ainsi que des sanctions et des peines émises contre les clercs

^{11.} Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Gallimard, Paris, 1983.

considérés comme « déviants » ¹². Depuis 1980, le théologien, professeur et promoteur des réformes conciliaires Joseph Ratzinger occupe une position clé au sein de la Curie vaticane. En 2005, il est élu pape sous le nom de Benoît XVI et réaffirme ses orientations idéologiques. La sphère médiatique n'est plus la même qu'en 1978 et s'investit intensément dans sa cérémonie d'intronisation; la figure du pape se « mondialise » encore plus et le pontife est perçu comme un des grands « leaders » de l'humanité. Il sera plus connu « médiatiquement » pour ses positions doctrinales de refus et de confrontation face aux tentations du « monde » que pour ses tentatives de mettre en rapport foi et rationalité. Son charisme personnel est presque nul, alors que la mémoire de son prédécesseur mobilise les imaginations dans le monde entier. Ses adversaires doctrinaux dans la sphère « mondaine » sont le « relativisme », le « constructivisme », en particulier le constructivisme de genre, et l'« hédonisme » ¹³.

Les désignations aux principaux postes d'autorité servent à consolider l'hégémonie « par en haut » de ces priorités, compte tenu de l'étendue du pouvoir de nomination, en même temps qu'on « discipline », qu'on élimine ou qu'on ignore le pluralisme « par en haut et par en bas ». Les problèmes internes dus aux crimes – abus sexuels, pédérastie, favoritisme politique et scandales financiers – commis par des représentants des mouvements mêmes qui occupent le centre de la scène catholique romaine (Légionnaires du Christ, Opus Dei, Communion et Libération, Institut du Verbe Incarné) sont « occultés » (archivés) afin de préserver l'institution – comme cela a toujours été fait depuis des siècles.

Peu à peu, les crimes sexuels commis par des clercs catholiques et les permanentes « condamnations » morales et sexuelles de groupes et d'individus « déviants » dans de nombreux pays deviennent le principal angle médiatique occidental concernant le Vatican et la papauté. Les scandales financiers et les « Vatileaks » à Rome ajoutent à cela de nouveaux ingrédients. Les condamnations du capitalisme sauvage, de la dette extérieure, des groupes financiers et des guerres préventives étatsuniennes sont tues ou ignorées – comme c'était déjà le cas avec Jean Paul II – par les secteurs économiques et médiatiques dominants du monde entier.

La perte de crédibilité de l'autorité papale et de la papauté n'affecte plus seulement les groupes de clercs mais elle atteint les croyants de base dans le monde entier. La passivité, l'inefficacité et la complicité avec ces

^{12.} La Congrégation pour la Doctrine de la Foi, appelée à l'origine Sacrée Congrégation de l'Inquisition romaine et universelle, a été fondée par Paul III en 1542 par le biais de la bulle *Licet ab initio*, dans le but de défendre l'Église des hérésies. C'est la plus ancienne des neuf Congrégations de la Curie. La Congrégation, conformément à sa raison d'être, promeut collégialement des rencontres et des initiatives pour « diffuser la ferme doctrine et défendre les points de la tradition chrétienne qui semblent être en danger, du fait de nouvelles doctrines non acceptables ». Voir: http://www.vatican.va/roman_curia/congregations/cfaith/index_fr.htm.

^{13.} Messe « Pro Eligiendo Pontifice », avril 2005, http://www.vatican.va/gpII/documents/homily-pro-eligendo-pontifice_20050418_en.html.

crimes de « mouvements amis » mettent en lumière les « mafias internes » nichées au cœur même de la catholicité. Un modèle ecclésial fait d'obéissance subordonnée et d'adulation de la papauté, concentré aux mains d'un petit nombre d'élus membres de l'« appareil », voilà qui est parfaitement adapté aux « profits » symboliques, politiques, sexuels, financiers et bureaucratiques de ces groupes.

D'où la tentative de promouvoir sur le plan médiatique de grandes personnalités en tant que modèles: le pape lui-même, telle ou telle figure de religieuse, de martyr, de héros ou de saint catholique. C'est ainsi que Jean Paul II et Benoît XVI ont consacré plus de saints que tous leurs prédécesseurs pris ensemble. Quant à François, il canonisera plusieurs de ses prédécesseurs immédiats (Jean XXIII et Jean-Paul II), une mesure que d'autres papes au cours des siècles n'avaient pas osé prendre. Désormais, on ne va plus chercher les saints seulement « parmi les martyrs et les témoins », mais aussi au cœur du pouvoir.

Il faut bien reconnaître que l'autorité, le «magistère», ne possède plus – s'il l'a jamais possédé – le monopole de l'interprétation légitime des faits qu'il engendre, et ce désormais non seulement au sein de la société en général, mais parmi les croyants et les clercs eux-mêmes. Au XXI^e siècle, non seulement le marché des biens de salut ne s'est pas réduit, mais il s'est étendu à d'autres champs sans que nos recherches réussissent à rendre compte de ces nouvelles situations¹⁴.

LE CATHOLICISME ARGENTIN QUI A SOCIALISÉ BERGOGLIO

Il ne s'agit pas ici de retracer toutes les caractéristiques des catholicismes présents dans la société et au sein de l'État argentin. Nous avons mis en lumière sa densité historique et sociologique dans d'autres textes, et de nombreux collègues en ont étudié des aspects spécifiques (Ameigeiras, Caimari, Catoggio, Cucchetti, Distefano, Donatello, Esquivel, Forni, Gimenez Martinez, Soneira, Zanca, entre autres¹5). Faut-il insister sur le fait que le catholicisme intégral, social, romain, papiste, anti-libéral et anti-communiste, fortement imprégné d'une forme d'identité et de culture nationale qui a contribué à « argentiniser » la population dans le cadre d'une citoyenneté catholique extensive et socialement inclusive, un catholicisme qui associe politique et religion, État et société, n'a cessé d'être dominant tout au long du xx° siècle et reste encore hégémonique aujourd'hui? La majorité de ses clercs et de ses référents proviennent de familles immigrantes arrivées principalement d'Europe entre la fin du xx° siècle et le milieu du xx°, ce pourquoi il s'agit d'un catholicisme plébéien sans lignages oligarchiques ou

^{14.} Pierre Bourdieu, «Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, n° 12-3, 1971, p. 295-334.

^{15.} On trouvera une ample bibliographie de ces auteurs dans Fortunato Mallimaci (dir.), *Atlas de las creencias religiosas en la Argentina*, Biblos, Buenos Aires, 2013, et sur le site www.ceil-conicet.gov.ar, programme Sociedad, Cultura y Religión.

aristocratiques liés aux classes dominantes ou à des familles patriciennes ou fortunées.

Les acteurs qui ont dominé le champ catholique ont toujours entretenu des liens privilégiés avec Rome et avec l'appareil d'État – en particulier mais pas exclusivement pendant les dictatures militaires. Ils ont aussi contribué à italianiser la société; qu'on en juge par les noms des cardinaux Copello, Caggiano, Fassolino, Pironio, Primatesta, Quarracino, Sandri, Bergoglio, qui sont l'expression de la prévalence des oblats sur les héritiers¹⁶. Cette matrice dominante catholique antilibérale a des facons multiples et sinueuses de s'exprimer à travers toute une série de mouvements politiques, culturels, sociaux et religieux. Mentionnons entre autres: la critique du capitalisme et de la mondialisation sauvage et de leurs expressions financières comme la Banque mondiale et le FMI; l'opposition à la culture blanche anglosaxonne: l'appel à construire une « Patria Grande » aux racines catholiques et indigènes capable de faire face à la domination vankee et aux politiques impériales des laboratoires transnationaux qui promeuvent le contrôle des naissances; l'opposition militante aux politiques individualisantes d'élargissement des droits dans le domaine de l'avortement, de la sexualité, du corps, du couple et de la subjectivité.

Il s'agit aussi d'un catholicisme qui a fait des efforts considérables pour accompagner les formes de dévotion populaire, qu'il s'agisse de sanctuaires ou de pèlerinages. En Argentine, la « pastorale populaire » s'est caractérisée par une forte valorisation de la religion populaire et une immersion dans l'univers des pauvres. C'est à ce courant qu'on doit les principales innovations théologiques, avec en particulier l'apport de deux prêtres: Lucio Gera et Rafael Tello (1917-2002). Le Mouvement des prêtres pour le Tiers-Monde a été en Amérique latine la plus importante expression des clercs en termes de consensus, de conflits, d'interprétations, de traditions, de matrice commune et l'espace le plus affecté par les assassinats, l'exil et l'abandon de l'institution par ceux qui ont « opté pour les pauvres, le pauvre et le peuple » au niveau continental¹⁷.

La trajectoire de Jorge Bergoglio

Nous connaissons peu la trajectoire historique du prêtre et celle du provincial des Jésuites. Manquent encore les études fondamentales pour

^{16.} Les cardinaux Aramburu et Karlich sont des exceptions à cette italianisation. C'est Bourdieu qui distingue parmi les évêques les « oblats » (qui doivent tout à l'institution) des « héritiers » (qui disposent d'autres capitaux familiaux leur permettant une relation plus distanciée à l'institution). Voir: Pierre Bourdieu et Monique De Saint Martin, « La sainte famille. L'épiscopat français dans le champ du pouvoir », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 44-45, 1982, p. 2-53.

^{17.} José Pablo Martin, « El movimiento de sacerdotes para el tercer mundo. Un debate argentino en *Nuevo Mundo* », *Revista de Teología Latinoamericana*, 1992, p. 41-42.

comprendre les histoires de vie dans leurs contextes particuliers ¹⁸. Mais les conflits internes de l'ordre des Jésuites pendant la dictature sont désormais du domaine public. La vie de Bergoglio en tant qu'archevêque, cardinal de Buenos Aires et président de la Conférence épiscopale argentine est mieux connue. Le futur pape est le fils d'immigrants italiens originaires du Piémont et arrivés en Argentine en 1929, où ils entrent dans une entreprise familiale de pavage de la ville de Paraná. Son père était comptable de ladite société, qui fait faillite pendant la crise de 1930, après quoi il poursuit sa carrière professionnelle à Buenos Aires. C'est là que naît Jorge Bergoglio en 1936 dans le quartier de Flores, dans un milieu bourgeois. Comme la grande majorité des enfants et des adolescents argentins de l'époque, son cursus scolaire passe par l'éducation publique primaire et secondaire.

Il entre au séminaire à 21 ans et est accepté dans l'ordre des Jésuites à 33 ans. C'est à partir de là que s'initie une carrière exemplaire d'oblat au sein de l'institution catholique qui finira par l'amener en 2013 jusqu'au sommet de la hiérarchie ecclésiale. De 36 à 43 ans, il est provincial des Jésuites. En 1992, à l'âge de 56 ans, il est élu évêque, puis cardinal en 2001. Il est président de la Conférence épiscopale argentine (CEA) de 2005 à 2011, et c'est à la fin de cette année qu'il présente sa démission du poste d'évêque de Buenos Aires, avant atteint les 75 ans. Bergoglio est un prêtre bien inséré dans le champ politique, socialisé au sein d'une culture catholique, populaire et nationaliste typiquement argentine, avec une forte sensibilité étatiste, militaire et péroniste. Il sait investir dans le tissage d'alliances, de réseaux et de solidarités individuelles avec d'autres pouvoirs et est peu enclin à former des groupes et des équipes. Il s'agit d'un homme qui se plait à construire une base de pouvoir à laquelle il consacre une grande partie de son temps, mais aussi d'un individu aux fortes convictions menant une existence modeste. Il est proche des courants théologiques de la religiosité populaire argentine, avec leur sensibilité anticommuniste, anti-libérale, baroque et hostile à la théologie de la libération - dénoncée comme marxiste, d'origine étrangère et trop intellectuelle. Prêchant avant tout une participation religieuse aux côtés des pauvres qui se caractérisent par leur foi catholique, leur dévotion mariale et leur sagesse populaire, cette sensibilité s'oppose à un autre courant plus «libérationniste» et tiers-mondiste qui cherche à s'associer de manière conflictuelle aux luttes politiques et culturelles contre la domination du peuple pauvre, croyant et juste¹⁹.

Sous la démocratie, suite à la crise du néo-libéralisme au début du XXI^e siècle, l'évêque Bergoglio se distingue comme acteur politique et religieux aux côtés du reste de l'épiscopat dans le cadre du processus du

^{18.} Roberto Cipriani, Sociología cualitativa. Las historias de vida como metodología científica, Biblos, Buenos Aires, 2013

^{19.} Aldo Ameigeiras, «"Pueblo santo o Pueblo justo". Alternativas teológicas pastorales en una diócesis del gran Buenos Aires», in Elizabeth Judd et Fortunato Mallimaci (dir.), *Cristianismo en América Latina. Tiempo presente, historias y memorias*, CLACSO/CROP/CEHILA, Buenos Aires, 2013. Consulté sur http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/clacso-crop/20130702023029/CristianismosenAmericaLatina.pdf.

«Dialogue argentin», avec son expression « ponerse la patria al hombre » (prendre la patrie sur les épaules). Il s'illustre aussi en tant que défenseur de la « rigueur doctrinale » lorsqu'il accuse en 2004 un artiste de blasphème (à l'occasion de la rétrospective du célèbre artiste conceptuel León Ferrari au Centre Culturel Recoleta, qui incluait entre autres un Jésus-Christ crucifié sur un bombardier américain). Il se mobilise aussi vigoureusement contre l'extension des droits en faveur de la diversité: contre le mariage pour tous, dans lequel il perçoit la « présence du démon »; en appelant à manifester aux côtés des groupes anti-avortement; contre l'élimination de l'évêché militaire décidée par le président Kirchner; contre les programmes officiels d'éducation sexuelle dans les écoles et contre les lois sur l'identité de genre et l'extension des droits des femmes.

Il promeut le dialogue interreligieux, en particulier avec le monde juif et islamique, et construit des ponts entre le catholicisme charismatique et le pentecôtisme protestant. Parallèlement, il s'oppose à une nouvelle loi abrogeant les décrets de la dictature (1976-1983) qui octroient jusqu'à aujourd'hui d'amples privilèges à l'Église catholique (honoraires versés aux évêques en tant que juges, bourses d'étude pour tous les séminaristes argentins; pensions de retraites avantageuses pour les évêques, subventions à 468 paroisses dites « de frontière ») et qui discriminent tous les cultes non-catholiques en les obligeant à se faire enregistrer auprès du fichier du culte (aujourd'hui rebaptisé registre du culte) s'ils veulent pouvoir exercer leur liberté religieuse dans l'espace public. Notons qu'en outre, l'enseignement catholique reçoit de généreuses subventions en vertu de lois votées par les gouvernements démocratiques et renforcées par les dictatures dans le cadre du concept de «laïcité subsidiaire ».

Bergoglio a eu recours de façon un peu anachronique au *Te Deum* dans sa confrontation avec le pouvoir politique du gouvernement de Néstor et Cristina Kirchner et a construit son « alliance naturelle » avec le reste des partis (d'opposition), les grands conglomérats médiatiques et les grandes entreprises et banques, avec les dirigeants desquelles il se réunissait fréquemment. D'où l'accusation de jouer le rôle de « chef de l'opposition » et l'antagonisme qui caractérisera son rapport au gouvernement jusqu'à son élection comme pape en 2013.

En tant qu'archevêque de Buenos Aires, il s'est efforcé avec un certain succès de mettre en ordre les finances de sa juridiction, mais jusqu'à présent, il n'a toujours pas été possible d'accorder une rémunération minimale à tous les prêtres du diocèse, qui sont obligés de subvenir à leurs besoins par leurs propres moyens. Sur un total de près de 900 prêtres vivant à Buenos Aires – avec une proportion importante de personnes âgées –, vingt-quatre ont pour mission de vivre dans les quartiers pauvres, un office créé dans les années 1970 et connu sous le nom de « pastoral villera » (de villa miseria, l'équivalent argentin des favelas brésiliennes). Ces prêtres reçoivent pour leur part un salaire de l'archevêché et jouissent de son total soutien.

Depuis 2005, les procédures judiciaires publiques contre le terrorisme d'État ont été réenclenchées dans tout le pays après l'annulation des lois

d'impunité qui leur faisaient obstacle. Les délits poursuivis sont définis comme des « crimes contre l'humanité » et sont donc imprescriptibles, et ils démontrent la complicité entre le pouvoir militaire, le pouvoir ecclésial, le pouvoir économique et le pouvoir médiatique dans le cadre de ce que nous avons défini comme une « dictature civico-militaro-religieuse » ²⁰.

La condamnation et l'incarcération en 2007 pour assassinats, tortures et délation (34 enlèvements, 37 cas de torture et sept homicides qualifiés) d'un prêtre, Christian von Wernich, aumônier de la Police provinciale de Buenos Aires, est un exemple clair de la complicité et de la collaboration directe de nombreux évêques, prêtres, religieux et religieuses avec la dictature dans tout le pays. Dans la plupart des cas, la disparition de nourrissons (après que leurs mères aient accouché dans des camps de détention clandestins avant d'être assassinées) et leur « réapparition » dans d'autres familles révèlent la participation active de membres de l'institution catholique à ces « échanges macabres ». La Conférence épiscopale argentine n'a jamais sanctionné von Wernich, pas plus que les autres ecclésiastiques aujourd'hui en jugement. Au-delà de quelques exceptions individuelles, la CEA n'a jamais pris contact en tant qu'institution avec les victimes ou les organisations de défense des droits de l'homme. En outre, face aux organismes qui exigent le respect de la mémoire, de la vérité et de la justice, Bergoglio a appelé à la réconciliation et à la « mémoire complète », à savoir une reconnaissance à part égale des victimes du terrorisme d'État et de celles des organisations sociales et politico-militaires qui l'ont combattu.

C'est dans ce contexte que nous devons comprendre la vulnérabilité et le discrédit de celui qui était alors provincial par rapport aux prêtres jésuites sous sa responsabilité qui vivaient dans le quartier Bajo Flores de la ville de Buenos Aires et furent détenus (victimes de « disparition ») entre le 23 mai et 23 octobre 1976. Il ne s'agit pas là d'un cas spécifique de collaboration avec les forces répressives, mais de la façon « naturelle » qu'avaient les évêques et les chefs des ordres religieux de se comporter dans des situations similaires, ainsi que le démontrent la plupart des procédures judiciaires en cours en Argentine.

Les premières informations à ce sujet ont été rendues publiques par Emilio Mignone²¹. On a des détails plus précis grâce au témoignage d'un

^{20.} Fortunato Mallimaci, « Sostén católico al terrorismo de Estado de la última dictadura cívico-militar-religiosa en Argentina », in Aldo Ameigeiras (dir.), Cruces, intersecciones, conflictos. Relaciones político-religiosas en Latinoamérica, CLACSO, Buenos Aires, 2012. Consulté sur http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/gt/20121213010651/Crucesintersecc ionesconflictos.pdf.

^{21.} Emilio Mignone, *Iglesia y dictadura*. El papel de la *Iglesia a la luz de sus relaciones con el régimen militar*, Ediciones del Pensamiento Nacional, Buenos Aires, 1986, p. 174, 220, 262-263. Je connais Emilio depuis le début des années 1980, époque à laquelle nous nous sommes rencontrés à Paris. Il avait créé le Centre d'études juridiques et sociales (CELS) et impulsé le mouvement des Mères et des Grand-mères de la place de Mai. J'avais entendu parler de lui par mon beau-père, l'ingénieur Raul Barral, chassé de l'Université nationale du Sud par le recteur Remus

des jésuites qui, au moment de leur disparition, côtoyait les prêtres Yorio et Jalics au sein de la communauté créée dans le cadre de l'« option en faveur des pauvres ». Il s'agit de Luis Dourron, un jeune prêtre de la communauté du quartier de Rivadavia, qui relate les évènements avec un luxe de détails dans un livre précieux récemment publié et rapportant les récits de témoins de l'époque: « La vie normale de notre communauté du quartier de Rivadavia fut interrompue en 1974, lorsque le père Bergoglio, supérieur provincial des Jésuites, nous ordonna de dissoudre la communauté... Ultérieurement, nous apprîmes que, malgré le fait que nous étions tous les trois plutôt bien vus par le clergé du diocèse, l'évêque Raspanti avait accepté ma seule requête, car c'est sur moi qu'il avait reçu le rapport le moins négatif de la part du père Bergoglio... cela s'est passé dans les premiers mois de l'année 1976, avant le coup d'État militaire²². »

On trouvera un récit détaillé de ce qui est arrivé à ces deux prêtres dans un rapport du 24 novembre 1977 écrit à la première personne par le prêtre Yorio et adressé au révérend père Maura, membre de l'équipe du Supérieur général Pedro Arrupe à Rome. Une photocopie authentique de l'original a été remise en mains propres à plusieurs personnes et à moi-même par le père Yorio. Il a été numérisé et peut être consulté intégralement dans les archives de la bibliothèque du CEIL/CONICET, programme Sociedad, Cultura y Religión²³.

Tetu en 1975 et invité à rejoindre l'Université nationale de Luján du temps où Emilio en était le recteur. Tous deux en furent expulsés lors de sa fermeture par la dictature. À son retour en Argentine en 1984, c'est Emilio qui présenta la mesure d'«habeas corpus préventif» pour permettre à nombre d'entre nous vivant en France ou ailleurs de rentrer au pays. Quelques années plus tard, nous avons partagé un projet de recherche de l'Université nationale de Ouilmes sur « Monseigneur Novak et son action en faveur des disparus » avec Luisa Ripa, Rodolfo Brandinelli et les prêtres Orlando Yorio et Marcelo Colombo (aujourd'hui évêque de La Rioja). Ensemble, nous avons été conjointement responsables du CEHILA en Argentine et avons organisé plusieurs rencontres. L'arrestation et la disparition de sa fille Mónica en 1976 du fait de ses liens avec les deux prêtres jésuites ont complètement changé sa vie. Il s'est depuis lors entièrement voué à la recherche de celle-ci et d'autres victimes, ainsi qu'à s'efforcer de savoir ce qui s'est vraiment passé et de veiller à ce que les coupables soient punis, sans pour autant rien changer à ses principes éthiques et catholiques, d'un catholicisme intransigeant qu'il a vécu avec intensité de sa jeunesse à sa mort.

22. Marta Diana, *Buscando el Reino. La opción por los pobres de los argentinos que siguieron al Concilio Vaticano II*, Espejo/Planeta, Buenos Aires, 2013, p. 379 et sq.

^{23.} Orlando Yorio, « Carta al RP Maura », 24 novembre 1977. J'ai fait connaissance d'Orlando alors que j'étudiais le droit canonique à Rome à la fin des années 1970. Ensuite nous avons collaboré pendant des années (1987 à 1997) au sein de l'équipe d'animation socio-religieuse des Séminaires de Formation théologique, qui organisait tous les ans des rencontres massives dans les différentes provinces du pays. Au cours de nombreuses réunions publiques et privées, il m'a parlé de l'absence de protection et du discrédit qui pesaient sur sa communauté du Bajo Flores à l'instigation du supérieur des Jésuites. En 1990, il me fit lire le document qu'il avait envoyé au père Maura en 1977. Des années plus tard, il m'emmena visiter la maison de Don Torcuato où il avait subi sa détention-disparition.

S'il y a une ligne argumentative dans la lettre de Yorio, c'est celle qui montre comment un supérieur provincial – le père Bergoglio – a transmis son analyse négative du vécu d'une « communauté de jésuites » au siège central de Rome et au reste des évêques argentins. Yorio montre aussi qu'en vertu de leur position subalterne, les prêtres concernés n'ont pas pu faire connaître leur propre version de la situation, ce qui a fini par les décrédibiliser et les vulnérabiliser à long terme.

« En février 1976, il [le provincial] nous a conseillé de quitter la Compagnie » (p. 17); «[il] ne faisait rien pour nous défendre et nous commencions à douter de son honnêteté [...] il nous semblait injuste qu'il n'y ait eu aucune allusion du général (des Jésuites) à notre rapport » (p. 19).

Les prêtres Jalics et Yorio demandent alors les «lettres dimissoriales ». Parallèlement, «il y avait des accusations très sérieuses, bien entendu secrètes, à l'encontre de l'archevêque de Buenos Aires Mgr Aramburu, de la part du provincial [...] qui affirmait qu'il voulait nous expulser de la Compagnie » (p. 22). Et le moment le plus grave fut lorsque «je reçus un message de Mgr Serra (vicaire général) de Buenos Aires », dans lequel «il m'informait que je n'avais plus de licence au sein de l'archidiocèse. La raison [...] en était une communication du provincial laissant entendre que je quittais la Compagnie. »

À l'École de Mécanique de la Marine (ESMA), pendant les séances de torture, « ils me demandaient pourquoi je n'avais pas de licence; ils m'interrogeaient sur mon activité dans la *villa*, sur mes opinions concernant l'histoire de l'Argentine et me demandaient si j'avais des rapports sexuels avec une catéchiste. Ils m'accusaient aussi d'être allé vivre aux côtés des pauvres et disaient qu'il s'agissait d'une interprétation matérialiste de l'Évangile. Ils affirmaient que lorsqu'on parle de pauvreté, il s'agit de pauvreté spirituelle. » (p. 23)

La lettre se termine sur le témoignage de doléance et de souffrance que Yorio et Jalics n'ont cessé d'exprimer haut et fort pendant des années et dans de nombreux espaces: « Comment se fait-il que l'on continue à nous accuser secrètement de faits anciens et que nous ne puissions rien mettre au clair publiquement? » (p. 26). Et, en conclusion, « parce que lorsque nous avons quitté la Compagnie *pro bono pacis*, on a fait savoir secrètement et sur la base d'informations mensongères aux évêques qu'ils ne devaient plus nous recevoir ».

Cet éloignement non consenti de la Compagnie de Jésus, ainsi que l'hostilité et la diffamation propagée par son supérieur, accompagneront Yorio jusqu'à sa mort. Lorsqu'il apprit que le prêtre Bergoglio avait été nommé archevêque de Buenos Aires, il décida de quitter le pays en 1997 et mourra en Uruguay en 2000, dans le quartier pauvre de Montevideo où il habitait.

Ces récits des victimes – dont je me sens complètement solidaire – offrent une synthèse de la manière dont était vécu le conflit socio-religieux-militaire en Argentine dans les années 1970. Nous y faisons connaissance d'un provincial qui entretient des relations fluides avec le monde de la politique péroniste (avec le groupe dit de la « Garde de Fer »²⁴, communément décrit comme appartenant à la « droite péroniste »), avec l'armée et avec l'épiscopat. Au cours de ces années de terreur, d'assassinat et de disparition et, alors que les forces armées s'étaient fixées comme objectif de « détruire l'infiltration subversive et tiers-mondiste au sein de l'Église catholique », le seul fait d'exprimer un « soupçon » ou une « désapprobation », ou celui de communiquer publiquement à d'autres acteurs l'existence de « problèmes internes », équivalaient à un chèque en blanc pour que les militaires puissent intervenir et accomplir leur « mission rédemptrice et purificatrice », comme je l'ai montré dans d'autres travaux.

Le citoyen Bergoglio fut convoqué par la justice le 8 novembre 2010 en raison de sa participation à l'arrestation et à la disparition des prêtres Yorio et Jalics dans le cadre de la « mégaprocédure » de l'ESMA. Ses déclarations font partie des dossiers judiciaires réunis sous la rubrique: « Cas dans lequel Orlando Yorio et Francisco Jalics ont été victimes »²⁵.

Bergoglio y affirme ne pas avoir « fait tout son possible pour les protéger » et, aux questions répétées qui lui sont posées, il répond sans donner aucun nom – ni de militaire, ni de religieux, ni de ceux qui traitaient les deux prêtres de « zurdos » (gauchistes) et qui les accusaient de ne pas accomplir leur mission religieuse. Durant les mois qu'ils passèrent en captivité, il s'était réuni deux fois avec le commandant de la Marine et deux fois avec le Président de la République (l'une d'entre elles à l'occasion d'une messe privée dans la résidence présidentielle). En 1976, année qui compte le plus grand nombre de détentions-disparitions dans l'histoire de l'Argentine, seules des personnes jouissant d'un pouvoir considérable pouvaient s'entretenir quatre fois en six mois avec les plus hauts responsables de la dictature.

Le feuillet 758 contient les déclarations suivante: « (Bergoglio) explique que le travail effectué par les prêtres villeros [liés aux *villas miserias*] était différent selon les pays; dans certains d'entre eux il était très lié à des médiations politiques et à une lecture de l'Évangile à la lumière de l'herméneutique marxiste, qui, selon ses explications, a abouti à la Théologie de la Libération, alors que dans d'autres, en revanche, ils optaient pour la piété populaire, en laissant de côté la politique et en se consacrant à la promotion et à l'accompagnement des pauvres. »

Le pouvoir judiciaire statua que Bergoglio « n'est aucunement impliqué sur le plan juridique dans les cas de ces prêtres ». Laisser sans protection, discréditer et utiliser la violence symbolique sous prétexte de désobéissance n'a peut-être pas de conséquences juridiques, mais en a certainement sur le plan idéologique, éthique et religieux compte tenu du contexte de terrorisme

^{24.} Humberto Cucchetti, *Combatientes de Perón, herederos de Perón,* Prometeo, Buenos Aires, 2010.

^{25.} Poder Judicial de la Nación, Causa ESMA, Mariano R. Carcio – Secretario, feuillets 743 à 762.

d'État et du statut subordonné des victimes. Les raisons juridiques ne sont ni des raisons idéologiques ou éthiques, ni des raisons religieuses.

On peut également trouver des raisonnements critiques dans les livres et articles du journaliste Horacio Verbitsky, qui a pu rencontrer à la fois le prêtre Yorio et le cardinal Bergoglio. Dans plusieurs articles publiés dans le journal *Pagina 12* et dans ses livres *El silencio*, *Doble Juego*, ainsi que dans le dernier volume de son *Historia política de la Iglesia argentina*, il décrit les complicités de Bergoglio avec les forces armées²⁶.

Je souhaiterais terminer cette partie sur un autre événement qui témoigne des liens étroits entre les autorités de la Compagnie de Jésus en Argentine et la dictature. Le 25 novembre 1977, l'Université du Sauveur (Universidad del Salvador) à Buenos Aires, liée au monde des Jésuites, conféra une distinction académique au principal responsable de l'arrestation, de la torture et de la disparition un an auparavant des prêtres jésuites Yorio et Jalics, à savoir l'Amiral Massera. Comme le dit bien Humberto Cucchetti, «la relation entre l'Université du Sauveur, la militance et le masserisme configure une forme de sociabilité religieuse qui repose sur une matrice antilibérale, militaire, nationale et catholique ayant une densité historique forte et variable²⁷.»

Le cardinal Bergoglio – à l'instar de la majorité du catholicisme argentin – a gardé le silence pendant des années face à ces accusations auxquelles il a fini par répondre dans un livre publié en 2010, *El jesuita*²⁸. Il y nie l'existence de complicités et affirme que la décision d'éliminer la communauté venait du général de l'ordre et que lui-même avait fait tout son possible pour alerter les prêtres du danger du coup d'État. Il ne dément pas qu'une distinction ait été accordée à Massera et reconnaît avoir alors entretenu des liens avec l'Université du Sauveur.

Pour finir, je me contenterai de fournir au lecteur quelques données sur le champ religieux actuel en Argentine et dans l'Aire métropolitaine de Buenos Aires (AMBA). Marché religieux dynamique, désinstitutionalisation, rupture du monopole catholique, culture chrétienne diffuse et « laïcité subsidiaire » en constituent les éléments centraux.

^{26.} Horacio Verbitsky, *El silencio*, Sudamericana, Buenos Aires, 2005; *Ibid.*, *Doble juego, La Argentina católica y militar*, Sudamericana, Buenos Aires, 2006; *Ibid.*, *La mano izquierda de Dios. La última dictadura (1976-1983)*, Sudamericana, Buenos Aires, 2010.

^{27.} H. Cucchetti, *op. cit.*, p. 347. Pour une photo de la cérémonie en question et davantage d'informations, voir: https://laicismo.org/2012/11/la-universidad-del-salvador-nunca-retiro-el-honoris-causa-a-massera/35416/.

^{28.} Sergio Rubin et Francesca Ambrogetti, *El Jesuita*, Editorial Javier Vergara, Buenos Aires, 2010. Édition en ligne: http://www.tiempodesanjuan.com/notas/2013/3/20/online-el-jesuita-libroimprescindible-para-acercarse-pensamiento-nuevo-papa-28976.asp.

Dans l'ensemble du pays, on compte – selon notre dernière enquête universitaire – 76,5 % de catholiques, 11,3 % d'indifférents, 9 % d'évangéliques, 2,1 % de Témoins de Jéhovah et 1,2 % d'« autres ». Dans le cadre de l'AMBA, ces chiffres sont respectivement de 69,1 %, 18 %, 9,1 %, 1,4 % et 2,4 %. Autrement dit, c'est dans l'agglomération de Buenos Aires qu'il y a à la fois le moins de catholiques (par rapport à la moyenne des autres régions du pays) et le plus grand nombre de personnes indifférentes. L'AMBA est aussi la région où l'on trouve 63,7 % d'enquêtés pour penser que l'avortement devrait être autorisé (même chiffre au niveau national) et où ils sont plus nombreux qu'au niveau national à considérer que l'avortement est un droit des femmes (19,1 % contre 14,1 %). « C'est dans l'AMBA que se manifestent le plus nettement les tendances à la sécularisation, dans la mesure où la liberté de conscience et de décision y apparaît comme le modèle organisateur de la vie quotidienne²⁹. »

LE PONTIFICAT DE FRANÇOIS

La grande question qui, depuis bien des décennies, taraude le monde catholique est toujours celle du « que faire » face à la modernité capitaliste du Dieu Marché, du Dieu Individu et du Dieu Argent, avec leurs modernités multiples en fonction des espaces socio-politico-religieux et la productivité religieuse différenciée de ces différentes modernités. Une modernité qui a engendré d'immenses richesses en même temps que son lot de misère, de pauvreté et d'inégalités sociales; une modernité qui a promis des progrès sans limites définies alors que le xxe siècle a été le témoin des guerres, des massacres et des formes d'exploitation les plus atroces qu'ait pu connaître l'histoire de l'humanité. Aujourd'hui, nous savons que la modernité capitaliste ne fait pas disparaître le religieux, mais le produit à sa façon, en recomposant, diversifiant et transformant les croyances, et que la religion y joue aussi un rôle en tant qu'une des réserves de mémoire importantes susceptibles d'engendrer du sens³0.

Alors qu'à travers le monde, la brèche de l'inégalité tend à s'agrandir, elle se réduit au contraire dans le cas de l'Amérique latine d'aujourd'hui. Le continent est un grand laboratoire de transformations sociales, politiques et religieuses où se voient renforcés une série de droits qui étaient restés ignorés ou « impensables » pendant des siècles. Dans ces pays, l'État a connu un essor et acquis une importance et une centralité qui lui permettent de faire face à la rationalité du marché et à sa logique de profit indiscriminé.

Il est important de souligner que le catholicisme latino-américain est parvenu à conserver une présence au sein de l'État depuis des siècles. Il est

^{29.} Julio Pinto et Fortunato Mallimaci, *La influencia de las religiones en el Estado y la Nación Argentina*, Eudeba, Buenos Aires, 2013, p. 78.

^{30.} Danièle Hervieu-Léger, « Producciones religiosas de la modernidad », *in* Fortunato Mallimaci (dir.), *Modernidad, religión y memoria*, Colihue, Buenos Aires, 2008.

vrai que la construction des États-nations et de leur « destin manifeste » s'est effectuée de manière différente selon les traditions catholique, protestante, orthodoxe, islamique, bouddhiste, hindouiste et autres. Les liens entre État et religion ne se ressemblent pas dans ces situations particulières, qui ont donné le jour à différents régimes sociaux d'accumulation. José Casanova l'a analysé pour l'espace européen et étatsunien, mais les recherches susceptibles d'inclure d'autres modernités font toujours défaut³¹.

Le charisme du pontife catholique doit être analysé conjointement à la structure bureaucratique de l'État du Vatican. Tous deux font partie du modèle catholique hégémonique. La plupart des études et des enquêtes se spécialisent exclusivement sur l'un ou l'autre aspect, alors que tous deux font partie d'un seul et même système de pouvoir et de représentation. Ce sera peut-être différent à l'avenir. Pourrait-il y avoir à moyen terme deux personnes, l'une chargée de l'État du Vatican et l'autre de la catholicité? L'un qui serait président, ou présidente, du Vatican, et l'autre investi du charisme de l'évêque de Rome sur son propre terrain à Nairobi, São Paulo ou Manille, successeur de Pierre ancré dans son propre espace d'origine et responsable de l'universalité et de la globalité? Ou bien faut-il songer à un pape sans papauté, à savoir sans la Curie telle qu'on la connaît depuis des siècles? Que veut dire François quand il propose de façon provocante une église pauvre et *des* pauvres? Il faut sans doute laisser le temps au temps.

Dans le monde globalisé actuel, les médias jouent un rôle central. Il est indéniable que si la personne qui a reçu l'onction y ajoute des gestes, des actes, des mouvements, des mots, des médiations – autrement dit son charisme personnel transformé en habitus dans des régions lointaines, hier en Pologne, aujourd'hui dans cette Argentine du bout du monde –, la sphère médiatique s'en fera écho et les amplifiera à l'infini, mais ce seront aussi les médias qui décideront de son identification et de sa délimitation. De plus en plus, il semblerait que le messager importe plus que le message. Mais c'est aussi une manière pour l'élu d'augmenter initialement son pouvoir, sa crédibilité et sa force. Au charisme de la fonction et au charisme personnel s'ajoute une forte légitimité d'origine testimoniale et « politiquement correcte ». Pour ce faire, une fois sélectionné un profil, le pontife devra se montrer chaque jour plus humble, plus ascétique, à l'image d'une personne ordinaire « porteuse d'attributs extraordinaires », pour pouvoir affronter ceux qui font obstacle à la réalisation de ses projets.

Mais les gestes seuls, sans changements doctrinaux et structurels, sont-ils durables? Combien de temps leur faut-il pour se routiniser et devenir inopérants? Peut-être est-ce là l'unique raison de l'élection de François: se contenter de gestes et des mots et laisser flotter les signifiants chrétiens dans le même sens, à savoir dans la direction du courant actuel dominant, étant donné qu'il n'existe aucun projet catholique alternatif pensable et possible sans intervention active d'autres acteurs et groupes. Faire de la sociologie,

^{31.} José Casanova, Religiones públicas en el mundo moderno, PPC, Madrid, 2000.

c'est comprendre et comparer et non pas prophétiser ou entrer dans une logique argumentative téléologique ou prédéterminée.

Bien que la temporalité charismatique du chef du catholicisme ne soit pas celle des leaderships politiques ou culturels – elle est plus ample, plus dense et plus profondément symbolique –, son âge (près de 77 ans) ne lui permet pas non plus de planifier à très long terme. En outre, une fois créé le précédent, la démission en vertu de sa « conscience individuelle » ou de ses « limites physiologiques » est toujours une possibilité à considérer.

Et c'est ici que commencent les véritables réflexions. Dans une institution comme l'Église catholique, où la crédibilité des autorités dépend du fait qu'elles relèvent de la « succession apostolique » et qu'elles se doivent de continuer l'œuvre de leurs prédécesseurs, il est impossible d'affirmer – comme cela peut se produire lors d'une alternance politique dans un État séculier – « que le mandataire sortant était un désastre, que l'héritage qu'il a laissé est nul ou que la corruption venait aussi du sommet ». Le porteur du charisme et ses adeptes savent qu'ils n'agissent pas pour eux-mêmes mais par fidélité à une mission et une croyance. Quelle que soit la personne élue, l'effet de croyance est à la fois central et fondamental³².

Jusqu'à présent, en dehors de quelques gestes simples, de témoignages critiques – dont la visite de l'île de Lampedusa en Sicile pour se solidariser avec les immigrants africains qui meurent ou qu'on laisse mourir alors qu'ils tentent d'atteindre l'Europe – et des paroles d'inclusion offrant miséricorde et compassion à tout un chacun quel qu'il soit³³, François n'a toujours pas pris d'initiatives susceptibles de définir l'horizon de son projet pour l'État du Vatican et pour l'institution ecclésiale. Bien au contraire, la réponse du pape à la question sur l'ordination des femmes qui lui fut posée lors de son retour en avion de Rio de Janeiro à Rome, à savoir que le sujet était clos, a engendré de nombreuses réactions critiques parmi les théologiennes catholiques³⁴.

^{32.} Ratzinger le résume de la manière suivante: «La notion de "succession apostolique" ne signifie pas, en effet, contrairement aux apparences, que nous devenons, pour ainsi dire, indépendants de l'Esprit grâce à l'enchaînement ininterrompu de la succession. C'est exactement le contraire, à savoir que le lien avec la ligne de *successio* signifie que le ministère sacramentel n'est jamais à notre disposition, qu'il doit nous être conféré encore et toujours par l'Esprit, du fait qu'il constitue précisément ce Sacrement-Esprit que nous ne pouvons pas nous octroyer à nous-mêmes, que nous ne pouvons pas faire agir par nous-mêmes. Pour cela, la compétence fonctionnelle en tant que telle ne suffit pas: le don du Seigneur est indispensable. » Voir: Joseph Ratzinger, 1998, http://es.catholic.net/biblioteca/libro. phtml?consecutivo=426&capitulo=5183.

^{33.} Qu'un pape puisse affirmer que tout individu doit être pris en compte et que l'on doit faire preuve de compassion à son égard au-delà de toute considération sociale, raciale, sexuelle ou ethnique, montre l'ampleur du discrédit qui pesait sur la mission et la crédibilité papales.

^{34.} Voilà ce qu'en dit la théologienne et religieuse Ivone Gebara: « Les autorités de l'Église n'octroient pas le droit de citoyenneté aux femmes parce que leur production intellectuelle est considérée comme encore inadéquate par rapport à la rationalité

Bergoglio a été choisi par ses pairs parce qu'il a prouvé qu'il était un politicien ecclésiastique habile qui avait su «tisser» des relations de pouvoir à long terme. Sa priorité immédiate doit être de rendre sa crédibilité – d'abord en conquérant une légitimité médiatique initiale par des témoignages d'humilité et d'austérité, ensuite en agissant avec toute la puissance de la légitimité de sa fonction - à un modèle de catholicisme qui continue à miser sur l'unité en un seul et même espace symbolique de la papauté, de la Curie, de l'État du Vatican et de l'évêché de Rome. Pour ce faire, il a donné la priorité au rétablissement de l'ordre dans l'État du Vatican contre les « réseaux de vipères et de corbeaux » qui s'y nichent, ainsi qu'à la construction d'une Curie plus mondialisée. L'Institut pour les Œuvres de Religion (l'IOR, la banque du Vatican) pourra continuer de faire des affaires financières à condition qu'elles soient légales. La nonciature apostolique et l'Académie pontificale seront maintenues afin d'augmenter la crédibilité catholique d'une institution forte et globale qui cherche à servir de médiateur et à montrer un visage humanitaire dans le contexte actuel du capitalisme sauvage.

Les États qui entretiennent aujourd'hui des relations avec le Vatican offrent une reconnaissance plus politique que spirituelle, mais ces relations constituent simultanément une « offre » de soutien et d'accompagnement aux États nationaux et à leurs dirigeants politiques en période de perte de crédibilité et de légitimité. Les autorités catholiques espèrent pouvoir compenser leur déficit de présence religieuse parmi les citoyens par une plus grande visibilité ecclésiastique dans l'univers global des relations internationales.

En tant qu'homme politique expérimenté qui éprouve un besoin urgent d'élargir sa base de légitimité et de renforcer le charisme pontifical, François intégrera tous ceux qui, sans avoir remis en question la structure de pouvoir de l'Église, ont été marginalisés au cours des dernières décennies et acceptent son leadership et son autorité.

L'agenda des premiers mois montre une continuité avec les structures de domination d'un catholicisme de certitudes et de rejet du « monde », tels que Jean-Paul II et Benoît XVI les ont défendus sans relâche suite à leur désenchantement face aux réformes conciliaires. Les cardinaux qui ont élu François et les mouvements qui homogénéisent l'institution catholique aujourd'hui estiment que cette orientation intégraliste consistant à rejeter le relativisme et le constructivisme, en particulier en matière de genre, est l'unique et véritable chemin à suivre. S'il y a un malaise interne, c'est à cause du « monde » et non à cause du chemin choisi, qui mène pourtant à l'inadéquation, à la répétition et à l'incapacité à se renouveler d'un modèle

théologique masculine. En outre, elle constitue une menace pour le pouvoir masculin en vigueur dans les églises. L'Église ignore les nouveaux paradigmes proposés par ces théologies contextuelles et plurielles. Elle ignore les nouvelles philosophies qui informent la pensée théologique féministe, les herméneutiques bibliques et les nouvelles approches éthiques.»

d'église qui apparaît de plus en plus comme une institution de clercs sans catholicité.

C'est pourquoi on voit se maintenir le refus, jusqu'à maintenant, de promouvoir des changements et des innovations face aux exigences de démocratisation et de redistribution du pouvoir religieux, ainsi qu'aux aspirations à une plus grande participation et à des changements idéologiques en provenance d'une autre partie significative du mouvement catholique, celle des croyants qui demandent l'abandon des conceptions intégralistes et l'acceptation d'une pluralité d'identités.

Ce conservatisme, François l'a réaffirmé devant les évêques brésiliens réunis à Rio de Janeiro: «Cet éloignement de la transcendance » est dû à « la mondialisation et ses effets dévastateurs, la perte de sens de la vie, la solitude, la violence, la destruction de la famille, les drogues, l'alcool, le sexe, et d'autres prisons. » Et de conclure: « Dans la société, l'Église demande une seule chose avec une clarté particulière: la liberté d'annoncer l'Évangile de manière intégrale, même quand elle est en opposition avec le monde³⁵. »

Ses positions rigides sur le droit à la diversité sexuelle, sur le droit des femmes à être maîtresses de leur corps, sur l'idée du genre comme construction culturelle, risquent d'engendrer de nouveaux conflits entre la société, l'État et l'institution catholique en Amérique latine, région où l'extension des droits fait partie intégrante de la phase actuelle de démocratisation et de création de citoyenneté. Compte tenu de son habileté politique et du fait qu'il cherche à cumuler les adhésions et minimiser les rejets, François pèsera mûrement les décisions à prendre. N'oublions pas que la construction de la « *Patria Grande* » et l'option en faveur des pauvres reposent sur diverses traditions et mémoires en conflits, tant sur notre continent qu'au sein du christianisme en général. Ladite « *Patria Grande* » peut être catholique, chrétienne ou diverse, il y a donc beaucoup en jeu!

La figure de François, premier pape argentin et latino-américain, déstabilise une institution catholique et un État du Vatican centrés tout au long de leur histoire sur la Méditerranée et l'Europe. Elle suscite de nouvelles effervescences qui doivent être analysées dans leur effet démystificateur à long terme. Les tâches qu'il aura à accomplir seront orientées par le regard et la compréhension politiques liées à la sensibilité et aux intérêts propres à sa socialisation au sein du catholicisme et de la politique argentine.

François s'inscrit une continuité doctrinale profonde avec ses prédécesseurs. En outre, fait unique dans l'histoire millénaire de la papauté, l'ancien et le nouveau pontife cohabitent à 200 mètres l'un de l'autre et signent «à quatre mains » les documents doctrinaux – comme ce fut le cas de la dernière encyclique, rédigée par Benoît XVI mais signée par François. À l'instar de ses prédécesseurs, il est convaincu que ce sont les formes dominantes de ce type de catholicisme de certitudes et de vérités qui ne

^{35.} https://w2.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2013/july/documents/papa-francesco_20130727_gmg-episcopato-brasile.html.

A I Téléchardé le 08/02/2021 sur www.caim.info par olivier postel-vinay (IP: 81.48.106.170

répondent plus aux interrogations de la majorité des croyants et n'arrivent plus à donner sens à la vie des clercs. Ce pourquoi il a été élu – au vu de sa longue trajectoire –, c'est pour changer les formes et non les contenus.

Comme nous l'avons affirmé dès le départ, ce seront les temporalités du Vatican et de la papauté, ainsi que les exigences du monde catholique immergé dans la société globale, qui désigneront les chemins à emprunter.

Traduit de l'espagnol par Marc SAINT-UPERY